

Le Courriel d information

n°176 – Vendredi 13 octobre 2000.

LE MONDE BOUGE

Dans ce numéro

En bref...

1- Le monde bouge... Un petit récapitulatif des actions passées et à venir.
2- Prague à Amsterdam. Le point de vue de l Intérieur de l un de nos correspondants en Hollande, lors de la visite de M Wolfensohn à Amsterdam.
3- De Seattle à Prague et à Séoul. Des mobilisations se préparent à Séoul le 20 octobre auxquelles nous participerons à l occasion de la réunion Europe-Asie.
4- Pourquoi le Forum mondial ? Une présentation du Forum de Porto Alegre, de sa signification et de son importance.
5- Rencontre internationale de Paris. A partir du 30 novembre et durant 3 jours se tiendront à Paris des rencontres internationales « Un an après Seattle ».
6- Criminalité financière internationale. Un colloque s organise à Strasbourg sur cette question à l Instigation entre autres de l un de nos membres fondateurs, le Syndicat de la Magistrature.
7- Taxe Tobin. Des nouvelles. Des bonnes. Nous vous laissons les découvrir.

Le Monde bouge...

Biarritz, Bruxelles, New York, Séoul, Marseille, Nice, Dakar, Porto Alegre, Davos, Gène... et réveillon du 1er mai devant les bourses : quelques rendez-vous jusqu à juin 2001. Avant cela, Seattle, Washington, Okinawa, Melbourne, Prague, Londres, Buenos Aires, Madrid, Paris, Millau etc... Derrière chacun de ces lieux nous pouvons trouver mobilisations et manifestations qui, depuis un an, dessinent un nouveau paysage international. Face à leur nombre et à leur diversité apparente, un même thème se dessine. Le monde n est pas une marchandise ! UM OUTRO MUNDO É POSSÍVEL ! Otro Mundo es possible, HAGÁMOSLO ! Es geht einfach darum, dass wir die Zukunft unserer Welt gemeinsam wieder in die eigenen Hände nehmen.

Différentes campagnes s organisent internationalement, sur la dette, sur l OMC, sur les institutions financières internationales, sur les paradis fiscaux et la spéculation financière pour n en nommer que quelques-unes. Chacune d elles s organise autour de mobilisations citoyennes, d actions, de contre-expertises, d échanges et de coopérations entre différents partenaires... Des résultats déjà se font sentir : aucune organisation internationale, aucun gouvernement, ne peut espérer manipuler et fomenter quelque nouvelle décision pour « libéraliser » un peu plus, pour « mondialiser » dans le sens en particulier des sociétés transnationales et de la sphère financière, sans prendre en compte la dimension « société civile ».

Aujourd hui cette prise en compte s exprime par l augmentation de la « sécurité » et des forces



policières, voire militaires dans certains cas, qui entourent chaque réunion, chaque « décideur » de ces institutions internationales et de ces gouvernements.

A New York par exemple lors des mobilisations à l occasion du Forum du Millénaire de l ONU, le Président Clinton ne pouvait se déplacer sans bloquer la 2ième avenue durant un quart d heure, des policiers en rang tous les dix mètres sur les trottoirs, précédé sur la chaussée par une cinquantaine de motards, quelques limousines, des vans d hommes armés, voitures de police copieusement garnies d armes diverses et d hommes prêts à bondir... Un délire sécuritaire. Les polices privées devant le siège des multinationales ne sont pas en reste dès qu il s agit de protéger des citoyen(ne)s venu(e)s interpeller tel ou tel de leurs dirigeants, barons notoires de l ordre établi et unique de cette dernière décennie : une dizaine d hommes et une compagnie de CRS pour accueillir la trentaine de personnes venues parler de marée noire et de comptabilité financière durant l AG de TotalElfFina...

Le Premier ministre japonais en visite à Paris il y a quelques mois pour préparer le G7 d Okinawa... 10 personnes dans la rue pour lui rappeler civilement ses promesses quant à l annulation de la dette, 25 policiers pour les « contenir » à une centaine de mètres de la porte gardée derrière laquelle il rencontrait M Jospin, et leur demander de se disperser tout de suite car ils gênaient le passage des piétons... Les exemples ne manquent pas.

Face à la détermination pacifique de la majorité d entre nous, face à la réflexion, aux travaux d expertise, face aux réunions et aux rencontres internationales organisées à la force des bonnes volontés et du bénévolat, on oppose des murs sourds et souvent armés. Hier à Paris le CCDF (60 organisations associatives et syndicales) organisait une réunion pour parler de la Charte des droits fondamentaux, l analyser, la discuter. L Union européenne avait octroyé des fonds à chaque pays afin d organiser la participation citoyenne autour de ce thème... Croyez-vous que le gouvernement français ce soit impliqué d une façon ou d une autre, par exemple en faisant profiter de ces fonds l organisation dans de bonnes conditions d une telle réunion ? Il y avait certainement dépêché un membre de ses Renseignements Généraux, cela s est arrêté là.

Alors lorsque le dialogue s établit... il s agit pour les dirigeants de la Banque mondiale ou du FMI de déclarer qu ils « ont du coeur », pour le commissaire européen du commerce « qu il croit au marché » etc. A croire que ces fonctionnaires internationaux sont investis d une foi à répandre, d une religion à promouvoir. Ils changent le texte de quelques prières : le Millennium Round de l OMC devient l AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services) plus techniques, plus abscons, moins grandiloquent... mais tout aussi dangereux ; les plans d ajustement structurel deviennent cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, ils prêchent ici ou là et sermonnent sur la pauvreté et le développement.

Face à cet effort de ravalement de façade, face à cet effort de « communication » c est à dire de propagande (dossiers de presse somptueux, conseillers communication nombreux, rédacteurs, techniciens Internet, etc.) et d affirmation, on remarquera l absence de moyens et de modalités de dialogues, d écoute et de travail. Que pouvons-nous faire ?... Continuer évidemment et redoubler d ingéniosité.

Pour ne parler que d ATTAC et des actions dans lesquels nous sommes impliquées avec d autres : (merci de les promouvoir)

1- Appel mondial des économistes
http://attac.org/fra/asso/doc/doc18.htm
(300 signataires de 37 pays dont James Tobin)
2- Pour le contrôle citoyen de l OMC
http://www.local.attac.org/petition/
(2913 signatures électroniques et plusieurs dizaines de milliers d autres réunis par les groupes locaux d ATTAC)
3- Déclaration de Prague
http://www.attac.org/fra/asso/doc/doc34.htm
(quelques dizaines d organisations – en cours de signature officielle)
4- Questionnaire sur la redistribution et la collecte d une taxe sur les transactions de change.
http://www.attac.org/fra/asso/doc/doc14.htm
5- Charte des droits fondamentaux et mobilisations autour des sommets européens
http://www.charte-ccdf.org/

Et puisque nous en sommes à ATTAC et que nous avons retrouvé notre site grâce au travail acharné et bénévole de quelques techniciens (merci à Gilles et Philippe en particulier), il est temps de redécouvrir sa richesse, celle de ses documents et de ses archives photos.
Allemagne : http://attac.org/deutschland (bientôt), aujourd hui http://www.share-online.de/Finanzmaerkte/
Argentine : http://attac.org/argentina/



België : http://attac.org/belgie/
Belgique : http://attac.org/belgique/
Brésil : http://attac.org/brasil/
Espagne : http://attac.org/es/
Hollande : http://www.attac.nl/
Irlande : http://attac.org/ireland/
Maroc : http://attac.org/maroc/
Portugal : http://attac.org/portugal/
Québec : http://attac.org/quebec/
Schweiz : http://attac.org/schweiz/
Suisse: http://attac.org/suisse/
Sénégal : http://attac.org/senegal/
Suède : http://attac.org/sverige/
Tunisie : http://attac.org/tunisie/

Et comme pour bien voyager, il faut un passeport... http://attac.org/france/ vient d'en publier un : Passeport pour les inégalités.

Le monde bouge...
... Et si nous bougions avec lui ?

Laurent Jésover. Rédacteur journal@attac.org

Prague à Amsterdam

Prague à Amsterdam: M. Wolfensohn se dit 'fatigué' de son environnement sécuritaire permanent...

Juste après Prague, le président de la Banque Mondiale, M. James Wolfensohn ('Jimmy' pour les intimes...) pouvait remettre ça. C'est sous la protection rapprochée de la police, épaulée par une douzaine de cars de la brigade anti-émeutes et un escadron à cheval, qu'il délivra son discours (parfaitement insipide et bien connu par ailleurs) à la conférence sur "La Pauvreté dans le Monde, un 'challenge' pour le Secteur Privé" à l'Université d'Amsterdam ce mardi dernier. Aux abords de l'Eglise Lutherienne qui tient lieu de grande salle de conférence, des centaines de manifestants, dont beaucoup venaient de faire le même voyage que M. Wolfensohn, étaient tenus à distance par les forces de l'ordre. Ils purent néanmoins clairement exprimer leur désaccord par leurs sifflements parfaitement audibles à l'intérieur de l'église ... et quelques fumigènes.

Plus tard M. Wolfensohn devait confesser à un quotidien local qu'il était 'las' d'être entouré en permanence par une protection policière rapprochée. Ayant récemment rencontré l'étoile du Pop Bono, il avait constaté avec déplaisir que sa garde prétorienne était bien plus étoffée que celle de l'idole Irlandaise...

La conférence, qui se tint deux jours durant et rassemblait 'l'élite' des 'experts' en développement autour de pontes de la Banque Mondiale, du ministère de l'aide au développement, et de luminaires provenant d'ONG 'responsables' et de représentants du 'secteur privé', n'a pas dégagé beaucoup d'idées nouvelles. Le contraire eu d'ailleurs été surprenant vu qu'elle apparaît surtout avoir été un exercice en relations publiques du nouvel institut inter-universitaire pour l'étude du développement international (AIID, Amsterdam Institute for International Development, site web: http://www.aiid.org), lui-même le résultat de tractations politico-académiques obscurément complexes... Mais les participants purent apprécier, entre autres, les dires de Mme Maria Eitel, présidente de la Nike Foundation, décrivant la maison mère comme une oeuvre de bienfaisance, ou bien du ministre de l'aide au développement, Mme Evelyne Herfkens, ancienne du conseil de la Banque Mondiale, fustigeant le manque de pragmatisme et de cohérence dans la politique européenne à l'égard du Sud. Bien sur, tout serait tellement mieux si nos partenaires reprenaient tout simplement notre 'Polder Model'...

Grande absente de la discussion à cette conférence sur le rôle (potentiellement bénéfique, cela va de soi) du secteur privé dans le combat contre la pauvreté: les firmes multinationales. Il ne fut question que de 'l'entreprise' en général. En fait il y eut assez peu de voix 'contraires' dans l'enceinte, mis à part quelques escarmouches à propos du régime des importations (marche libre pour nous chez eux, mais pas le contraire!), de Shell au Nigeria, où l'ancien président de l'empire pétrolier se permit les protestations d'impuissance les plus éculées, ou encore de la lutte hypocrite contre la corruption, dans le pays même où les pots de vins, tant qu'ils sont payés à des fonctionnaires étrangers, sont encore déductibles de l'impôt! Aux regrets tout à fait gratuits du président de la conférence à la clôture, où il déplora l'absence des arguments mis en avant par les manifestants, une des rares étudiantes répliqua - mais malheureusement pas assez fort - qu'un agenda et une organisation différente eurent peut-être permis un débat plus substantiel...

Comme il se doit avec ce genre d'évènements, les conférences et ateliers furent agrémentés de pauses-restauration particulièrement soignées. Boissons, sandwiches et petit-fours à gogos, déjeuners exquis dans un restaurant de luxe, tour en bateau-mouche et réception au RijksMuseum sous la "Nachtwacht" de Rembrandt (occasion de nouvelles et violentes échauffourées à l'extérieur entre manifestants et



la brigade anti-émeutes). A la réception de clôture, un des invités se 'risqua' au pari qu'à cette conférence sur la pauvreté dans le monde, le caviar ne manquerait pas sur les canapés. Aucun prix pour le gagnant.

La visite de M. Wolfensohn aura néanmoins eu un effet positif inattendu: Le grand squat des "Kalenderpanden" (http://www.kalenderpanden.nl voir aussi: http://squat.net), un lieu public alternatif très fréquenté, qui loge une quinzaine de personnes et abrite des ateliers, un cinéma-salle de théâtre et un café-restaurant très populaire, aurait dû être vidé manu militari de ses occupants ce jour-là par décision judiciaire (au profit d'un promoteur immobilier). Mais le président de la Banque Mondiale avait déjà mobilisé tous les membres disponibles de la brigade mobile autour de sa personne...

Patrice Riemens, chercheur libre, Amsterdam (qui fait amende de sa présence incongrue à un tel évènement en vous envoyant un compte-rendu...) patrice@xs4all.nl

De Seattle à Prague et à Séoul

20 Octobre, le prochain Rassemblement de Lutte contre la Globalisation se tiendra à Séoul

Votre solidarité est nécessaire pour cette Journée d'Action à Séoul lors du Rassemblement Asie Europe 2000 contre la Globalisation Neo-Libérale.

Les forces progressistes de Corée se préparent activement pour le lancement de ce Rassemblement Asie Europe, non pas à cause de la rhétorique inconsistante qui s'étalera lors des rencontres entre chefs d'états mais en raison des voix réelles qui s'élèveront dans les rues à l'extérieur de ces lieux mêmes. Le Comité d'Organisation de cette Journée d'Action à Séoul contre la Globalisation Neo-Libérale comprend le mouvement d'Action du Peuple Coréen contre les Traités d'Investissement et contre l'OMC (WTO ou KoPA), le Rassemblement du Peuple Coréen ainsi que le Forum NGO de l'ASEM 2000. Le KoPA, constitué par 25 organisations sociales, civiques et de droit du travail, lutte activement contre les traités d'investissement, contre les institutions financières internationales telles que le Fond Monétaire International et l'Organisation Mondiale du Commerce. Le Rassemblement du Peuple Coréen est constitué par les plus grandes organisations de Corée comprenant la Confédération Syndicale Coréenne du Commerce (KCTU), la Ligue des Fermiers Coréens (KFL) et l'Union Nationale de la Pauvreté. Les principales organisations civiques constituent le Comité du Forum Social de l'ASEM 2000. Comme le montrent tous ces noms, leurs actions seront une voix unanime et déterminée d'opposition au système de libre échange mondial du capitalisme moderne et de la " course à l'abîme " qu'il impose aux peuples du monde. Ce sera un projet commun des organisations civiques et sociales du peuple, rassemblant ouvriers, fermiers, pauvres, étudiants, femmes, environnementalistes, militants de la santé, et d'autres dans le combat contre la globalisation.

Pourquoi ces actions lors de l'ASEM ? Les raisons sont claires : la rencontre se terminera sans un accord que chaque état participant serait devrait suivre. Toutefois, la rencontre elle-même, et les actes des gouvernements impliqués ont montré clairement leur engagement dans la poursuite du libéralisme commercial et de la globalisation par de voies diverses. Selon des observations réelles (le Président Kim Dae-Jung a manifesté clairement son intention de poursuivre la restructuration au cours de la deuxième moitié de son mandat présidentiel. Les partis socialistes et socio-démocrates d'Europe semblent suivre la même voie) et selon les projets établis lors des sommets antérieurs à Londres et au cours des réunions préparatoires de la rencontre à Séoul. Le peuple coréen , bien que nous sachions la diversité des opinions internationales sur ce sujet, connaît trop bien les conséquences sur le peuple et sur l'ensemble de la société coréenne de la crise du Fond Monétaire International et des programmes de restructuration imposés . Une dépendance croissante des économies étrangères et des échanges internationaux, une instabilité économique grandissante, des laissés pour compte, des emplois instables, une augmentation du chômage, l'inégalité des richesses, le démantèlement de l'unité sociale, et parmi beaucoup d'autres une diminution générale des niveaux de vie. Les trois ans qui ont suivi la crise du FMI ont été, pour les coréens socialement opprimés, une bataille presque ininterrompue afin de défendre les droits du travail qui avaient été acquis au cours d'années de lutte. Le secteur progressiste de Corée comprend aussi l'importance de continuer ce qui est devenu le mouvement actuel de solidarité internationale et de progrès, il prévoit de susciter des actions au cours des rencontres pour engager un dialogue avec les Coréens sur ce que le neo-libéralisme a précisément donné à la Corée et sur l'existence d'autres alternatives.



L'enjeu est énorme, les objectifs de réduction face à cette lutte pour le peuple de Corée. La Ligue des Fermiers Coréens ressent la pression constante des efforts gouvernementaux pour conclure un traité bi-latéral d'investissement avec les USA et le Japon. Ces traités sont remplis de clauses semblables à celles contenues dans l'Accord Multilatéral d'Investissement rejeté par la résistance internationale il y a une paire d'années. Le gouvernement de Kim Dae-Jung cherche à faire du commerce selon les projets prévus pour la seconde partie du plan de restructuration du secteur public, il prévoit aussi de poursuivre la libéralisation et de l'ouvrir à l'économie nationale. Les actions au cours des rassemblements de l'ASEM seront à la fois un cri contre les politiques néo-libérales du gouvernement de Kim Dae Jung et contre les perspectives de la globalisation dans son ensemble.

Il n'est sans doute pas nécessaire de souligner que l'isolement pourrait avoir des effets dévastateurs sur la lutte ici en Corée. Les organisations populaires et les syndicats connaissent tous trop bien les tactiques barbares que la police utilise pour briser les manifestations et les grèves et celles-ci pourraient être utilisées contre les manifestations lors des rassemblements de l'ASEM. Lors des luttes précédentes à Seattle et à Washington on a déjà vu quel genre de pression la solidarité internationale peut exercer sur le gouvernement et particulièrement sur celui dont le leader est proclamé " président des droits de l'homme ". Cette forme de pression est particulièrement importante pour la Corée où l'arrêt des manifestations est souvent violent ainsi que l'a montré la confrontation avec les grévistes de l'hôtel Lotte, il y a quelques mois. Votre intérêt et votre solidarité sont d'extrême importance si les actions à Séoul doivent réussir.

Alors, à moins d'un mois avant que les actions à Séoul ne commencent, nous réalisons combien le temps nous manque. Il a fallu plus de temps que prévu aux forces progressistes en Corée pour se mettre d'accord sur le déroulement et le thème des actions. Nous travaillons dans l'urgence et faisons de notre mieux pour nous adapter à ce démarrage tardif. Nous sommes très attentifs aux événements de Prague où les militants, dont les buts et causes sont semblables aux nôtres, se rassemblent pour demander la fin des destructions et oppressions produites par la globalisation néo-libérale et les institutions financières internationales qui les renforcent.

Notre solidarité et notre entier soutien aux luttes à Prague ! Votre combat est notre combat !

Plus d'information sur les actions sur : http://antiwto.jinbo.net Les dernières nouvelles sur la préparation de l'ASEM peuvent être écoutées sur : http://cast.jinbo.net/news/yundai.html nous contacter à : kopa@jinbo.net

Action du Peuple Coréen contre les Traités d'Investissement et l'OMC (WTO, KoPA) Comité de Rassemblement du Peuple.

Première publication : Newsletter n°50 newsletter@attac.org
Traduction Marcel Aubert, traducteur bénévole coorditrad@attac.org

Pourquoi le Forum mondial ?

Le Brésil se prépare à recevoir des mouvements populaires du monde entier, qui seront à Porto Alegre (RS) fin janvier, à l'occasion du premier Forum social mondial. Que représente un événement comme celui-ci en plein changement de millénaire ?

Depuis la Seconde Guerre (1939-1945) l'intégration de l'économie internationale - "globalisation"- augmente. A la fin du 20° siècle, la pente de la période de l'entre-deux guerres s'est inversée, revenant au niveau antérieur à la Première Guerre mondiale (1914-1918) en chiffres bruts - volume du commerce par rapport à l'économie globale, par exemple. Cependant, la situation aujourd'hui est beaucoup plus complexe.

Dans la période de la de la post-guerre, l'intégration est passée par deux phases :

1- La période de Bretton Woods jusqu'au début des années 70, où les taux de change étaient régulés et où il y avait un contrôle sur les mouvements de capitaux.

2- La période qui suit le démantèlement du système Bretton Woods. Ces deux phases sont totalement différentes.

Pour de bonnes raisons, de nombreux économistes se réfèrent à la première phase comme à "l'âge d'or" du capitalisme industriel et à la seconde comme aux "années de plomb", moment où se produit une nette détérioration des indices macroéconomiques dans le monde entier (taux de croissance, productivité,



investissement, etc.), à laquelle s'ajoute une croissante inégalité sociale.

La seconde phase est généralement connue comme "globalisation".

Cette phase est associée à ce que l'on appelle les politiques néolibérales : ajustement structurel et "réformes", en accord avec le "Consensus de Washington". Ces politiques sont appliquées dans la majeure partie des pays du Tiers Monde, et, depuis 1990, elles ont aussi été mises en application dans les "économies de transition" d'Europe de l'Est. Une autre version de ces mêmes politiques est destinée aux pays avancés industriellement, spécialement aux Etats Unis et au Royaume Uni.

Mercantilisme des grandes entreprises

Aux Etats Unis, le pays le plus riche du globe, les salaires de la majorité des travailleurs ont été gelés ou ont diminué, les heures de travail ont augmenté de façon drastique, tandis que les bénéfices et le système de sécurité étaient réduits. Pendant "l'age d'or" les indicateurs sociaux suivaient le PIB. A partir du milieu des années 70, ces indicateurs déclinent régulièrement, atteignant des indices d'il y a 40 ans.

La globalisation contemporaine est décrite comme une expansion du "libre commerce", mais une telle appellation est trompeuse. La plus grande partie du commerce mondial s'opère, en fait, de manière centralisée au moyen de contrats entre grandes entreprises. Au delà de ça il y a une forte tendance à la formation d'oligopoles et d'alliances stratégiques entre grandes entreprises dans de nombreux secteurs de l'économie. Ce processus peut généralement compter sur une aide importante de l'Etat afin de socialiser les risques et les coûts des entreprises. Cette caractéristique a marqué l'économie des Etats Unis dans les dernières décennies.

Les accords internationaux de "libre commerce" mêlent une combinaison confuse de libéralisation et de protectionnisme dans de nombreux secteurs stratégiques, comme dans le cas de l'industrie pharmaceutique, permettant à de méga entreprises de récolter des bénéfices énormes avec le monopole sur le prix des médicaments qui ont eux-mêmes été développés grâce à une contribution substantielle du secteur public. Une autre caractéristique importante de ce que l'on appelle "les années de plomb" a été l'énorme augmentation du volume de circulation du capital spéculatif à court terme, ce qui limite drastiquement les possibilités de planification des gouvernements et, en conséquence, restreint la souveraineté populaire dans les systèmes politiques démocratiques.

Aujourd'hui, la configuration du "commerce" est très différente de celle de la période antérieure à la Première Guerre. Une grande partie de ce commerce consiste en des flux de produits manufacturés pour les pays riches et est contrôlée par de grandes entreprises.

Ces pratiques, en plus de la menace constante des entreprises de transférer leur production d'un pays à l'autre, représentent une arme puissante contre les travailleurs et contre la démocratie elle même. Le système émergent peut être qualifié de "mercantilisme des grandes entreprises", les décisions sur les relations sociales, économiques et politiques y sont de plus en plus centrées sur des institutions privées, sans aucun mécanisme de contrôle social.

Cette concentration de pouvoir, rappelle "les outils et les tyrans du gouvernement", dans la fameuse phrase de James Madison, qui alertait sur les menaces contre la démocratie qu'il avait remarquées il y a deux siècles.

Il fallait s'attendre à ce que cette seconde phase de la période de post-guerre déchaîne dans le monde entier des protestations significatives et une opposition publique qui prend diverses formes.

Le Forum Social Mondial offre une occasion sans précédent à l'union des forces populaires des secteurs les plus variés, dans les pays riches et pauvres, de développer des alternatives constructives pour la défense de l'écrasante majorité de la population mondiale qui subit de constantes agressions contre les droits fondamentaux de l'homme. C'est aussi une occasion importante pour avancer afin d'affaiblir les concentrations illégitimes de pouvoir et étendre le domaine de la justice et de la liberté.

Maryse Hakenholz. Plus d'informations : http://www.forumsocialmundial.org.br/

Rencontre internationale de Paris

La grande halle de la Villette 30 novembre-1 et 2 décembre 2000



Pour une construction citoyenne du monde. Un an après Seattle. Rencontre internationale a Paris

Le sommet de Seattle il y a un an a constitué un tournant et un tremplin. Tournant, par la capacité nouvelle au niveau planétaire de s'opposer à un processus que beaucoup pensaient inéluctable. Tremplin, pour la construction d'autres logiques.

Engagés dans cette voie, dans la diversité de nos convictions et de nos mobilisations, ce qui nous motive c'est l'importance du travail nécessaire pour inventer les alternatives à l'actuelle mondialisation néolibérale et les traduire en propositions concrètes. Parce qu'il y a urgence: la marchandisation de tous les domaines de la vie, dans chaque recoin de la planète provoque des ravages que nous n'acceptons pas.

Réunis dans un collectif constitué de 10 organisations, fondations, associations revues, journaux, nous prenons l'initiative d'inviter à Paris les 30 novembre, 1 et 2 décembre 2000 tous ceux et celles qui dans le monde, mécontents, indignés, voire révoltés cherchent d'autres possibilités pour le développement humain, quelle que soit leur approche propre : régulation, humanisation, dépassement du capitalisme. Bref toutes celles, tous ceux qui aux travers d'engagements philosophiques, politiques, et civiques évidemment pluralistes, essaient d'inventer un autre avenir. Cette diversité des apports de chacun permettra à cette rencontre d'être féconde, de constituer un moment décisif de l'après Seattle et de dynamiser, par les liens tissés et la richesse des débats et contributions sur les alternatives possibles, la contre offensive des peuples contre le néolibéralisme. Le développement des mobilisations incite maintenant à prendre l'initiative sur le terrain des propositions. Rendez-vous à Paris afin de mutualiser nos expériences et nos idées pour une construction démocratique, citoyenne du monde.

Actuel Marx, Attac, Cimade, Copernic, Espaces-Marx, Fondation Jean Jaurès, Les amis du Monde Diplomatique, Ligue de l'Enseignement, Observatoire de la Mondialisation, Témoignage Chrétien.

Intéressé-e par cette rencontre je souhaite être tenu informé de sa préparation et de son déroulement Nom: / Prénom: / E-Mail: / adresse: / A renvoyer à: secrétariat de la rencontre internationale, 64 Boulevard Blanqui 75013 Paris WEB : www.postSeattle.org e-mail : infos@postseattle.org

Criminalité financière internationale.

Après le colloque de Montpellier qui a eu pour thème la pénalisation de la pauvreté qui a fait le constat de certaines dérives inquiétantes du système judiciaire français et du rétrécissement de l'action pénale quasiment uniquement orientée à l'encontre des populations exclues ou précarisés, le Syndicat de la magistrature co-organise un colloque à Strasbourg afin de promouvoir l'idée d'un parquet européen et d'une véritable politique judiciaire européenne en matière de lutte contre la criminalité transfrontière notamment économique et financière qui pourrait redonner un sens au mot " justice".

COLLOQUE STRASBOURG 19-20 OCTOBRE 2 000. LE PARQUET EUROPEEN : PEUT-ON ENCORE ATTENDRE?

COMITE DE PILOTAGE : UNIVERSITE ROBERT SCHUMAN (Chantal CUTAJAR) UNIVERSITE PARIS 1 (Mme le Professeur DELMAS-MARTY) SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE (Anne CRENIER) CENTRE D'ETUDES SUR LE BLANCHIMENT ET LA CORRUPTION (Jean de MAILLARD)

L'avènement de la société-monde est inéluctable. La mondialisation de l'économie se traduit concrètement par un marché unique des marchandises, des services et des capitaux. Les frontières physiques et réglementaires, démantelées, ne font plus obstacle à l'accumulation du capital à l'échelle mondiale. Les frontières physiques et réglementaires, démantelées, ne font plus obstacle à la mondialisation de la criminalité non plus. Les organisations criminelles utilisent les mêmes techniques juridiques et financières que celles qui permettent le développement du commerce international licite. Or, force est de constater le décalage important existant entre la montée de la criminalité organisée transnationale et le dispositif judiciaire trop vétuste pour y faire face.

Il est vrai qu'affirmer que les échanges internationaux doivent se dérouler dans un cadre licite ne va pas de soi. Cela étant, il ne fait guère de doute que l'ensemble des Etats membres de la Communauté européenne partagent cette conviction qu'il existe des valeurs non marchandes universelles, dont le commerce doit être prohibé. C'est la raison pour



laquelle la seule loi des marchés ne saurait servir de fondement exclusif à cette société-monde et qu'il convient de poser en exorde que le marché mondial ne peut fonctionner efficacement sans être encadré, limité et organisé.

La criminalité organisée met en danger la sécurité des personnes, l'économie toute entière et va jusqu'à saper les fondements même de la démocratie au moyen de la corruption érigée en système et du blanchiment du produit des activités illicites.

L'objectif du colloque est, à la veille de la réunion de la Conférence intergouvernementale qui doit modifier le traité d'Amsterdam, de faire la démonstration de l'impérieuse nécessité pour l'Europe de mettre en place le parquet européen. Serait ainsi consacrée symboliquement l'émergence d'un véritable ordre public et d'un Etat de droit européen.

Pour tout renseignement complémentaire, s adresser à : Chantal.Cutajar@iecs.u-Strasbg.fr

Taxe Tobin

L'ASSEMBLEE PARITAIRE ACP-UNION EUROPENNE DEMANDE L'INSTAURATION D'UNE TAXE DE TYPE TOBIN

La prise de position de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE en faveur de l'instauration d'une taxe de type Tobin lors de sa réunion plénière du mardi 11 octobre 2000 à Bruxelles est une étape importante de la campagne internationale en faveur d'une taxation des transactions financières spéculatives. A l'occasion du vote du "rapport général sur le partenariat ACP-UE et les défis de la mondialisation", cette Assemblée qui rassemble des parlementaires des 15 pays de l'Union européenne et de plus de 70 pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique a adopté un paragraphe demandant "aux principaux pays industrialisés et, notamment, à l'Union européenne d'instaurer une taxe sur les transferts de capitaux comme le propose le professeur Tobin".

Il est temps que les gouvernements européens entendent l'appel des parlementaires du Nord comme du Sud et examinent concrètement les conditions de mise en oeuvre d'une mesure qui permettrait de dégager de 50 à 250 milliards de dollars par an pour soutenir le développement des pays les plus pauvres. La Présidence Française de l'Union européenne peut prendre appui sur cette position d'une Assemblée qui rassemble des élus de plus de 90 pays pour proposer la mise à l'étude au sein des institutions européennes d'une directive qui permettrait de faire de l'Europe la première "zone Tobin".

11 octobre. Harlem Désir. Député européen. Président de l'intergroupe "Taxation du capital, fiscalité, mondialisation" Membre suppléant de l'Assemblée paritaire ACP-UE

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/>

- Vendredi : BIARRITZ – MONTMELIAN – METZ – BORDEAUX – BOURGES – QUIMPERLE – MATOURY ROCHAMBEAU
- Samedi : BRUXELLES (Marche mondiale des femmes) – BIARRITZ – PARIS 11 – BORDEAUX – BOURGES
- Dimanche : PARIS 11 – BORDEAUX – BOURGES
- Lundi : STRASBOURG – MESNIL ST DENIS – BORDEAUX – BOURGES – SAINTES – LA ROCHELLE – GAP
- Mardi : ST NAZAIRE – PARIS 11 – METZ – COMMINGES – BORDEAUX – BOURGES - ROUEN